Région et Développement

n° 64-2026

www.regionetdeveloppement.org

Disparités régionales, effet des investissements publics et de la gouvernance territoriale : le cas de la région de l'Oriental au Maroc

Ilham KESSAB[*], Ahmed ZOHEIR[**], Mohammed EL BASRI[***], Mohammed HASSAS[*]

Résumé **-** La région de l'Oriental au Maroc figure parmi les zones géographiques les plus marquées par les inégalités de développement régional, malgré des décennies d'investissements publics soutenus et l'inscription de son territoire dans plusieurs programmes stratégiques nationaux. Nous combinons une analyse économétrique de panel sur données régionales marocaines, une méthode des doubles différences (difference-in-differences) pour évaluer l'impact causal de la fermeture de la frontière algérienne en 1994, ainsi que des simulations prospectives fondées sur des scénarios de politique économique alternatifs tirées d'un modèle d'équilibre général calculable. Les résultats révèlent que l'Oriental souffre davantage d'un déficit structurel de gouvernance économique et d'une faible capacité de valorisation des investissements que d'un manque de financements publics. Les gains liés au développement des projets en cours restent conditionnels à des réformes institutionnelles profondes, notamment en matière de renforcement du rôle de l'opérateur régional, d'articulation avec les acteurs de la formation professionnelle dans le but d'une intégration aux chaînes de valeur interrégionales et de diversification du tissu économique local.

Classification JEL

R11, R58, O18, O21, H54, C23

Mots-clés

Développement régional
Disparités territoriales
Gouvernance économique
Investissement public
Région de l'Oriental
Maroc

Nous remercions la Revue et particulièrement Maurice Catin qui ont permis d'améliorer substantiellement la qualité de notre article.

[*] Université Mohammed 1 OUJDA, Laboratoire Économie Sociale et solidaire et développement local ; kessabilham7@gmail.com

[**] Université Mohammed 1 OUJDA, Laboratoire Interdisciplinaire de Recherches Economiques, Econométriques et Managériales.

[***] Université Mohammed 1 OUJDA, Management et développement des entreprises et des organisations.

1. INTRODUCTION

La question des inégalités territoriales de développement demeure l'une des problématiques centrales de l'économie régionale contemporaine (Barca et al., 2012 ; Rodríguez-Pose, 2018…). Dans le contexte marocain, ces inégalités prennent une acuité particulière depuis l'accélération des réformes de régionalisation amorcées par la Constitution de 2011 et dont la mise en place opérationnelle s'est intensifiée à partir de 2015. Si des efforts importants ont été déployés pour réduire les écarts de développement entre les différentes régions du Royaume – notamment à travers le Fonds de Mise à Niveau Sociale, l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) et les programmes d'investissement sectoriels –, il est net que persistent voire se creusent des inégalités pour certains espaces périphériques.

La région de l'Oriental au Maroc constitue, à cet égard, un cas d'étude particulièrement révélateur. Historiquement caractérisée par une économie frontalière fortement dépendante des échanges commerciaux informels avec l'Algérie, la région a subi un choc structurel majeur avec la fermeture de la frontière terrestre algéro-marocaine en août 1994, dont les conséquences économiques continuent de se faire sentir trois décennies plus tard (Bensaghir, 2019 ; Achy, 2013). Ce choc exogène, combiné à une faiblesse structurelle du tissu industriel et à une forte dépendance aux transferts de fonds des Marocains résidant à l'étranger (MRE) a engendré un processus de marginalisation économique persistant.

Paradoxalement, l'Oriental a bénéficié, surtout depuis 2005, d'investissements publics massifs dans le cadre de la stratégie de développement des provinces du Nord, puis de programmes plus ciblés incluant notamment la réalisation du port de Beni Nssar, la zone franche de Selouane, le complexe touristique de Saïdia, les infrastructures autoroutières et ferroviaires, et plus récemment le projet structurant Nador West Med. Ces investissements, dont le montant cumulé dépasse plusieurs dizaines de milliards de dirhams selon les données du ministère de l'Économie et des Finances (MEF, 2022), n'ont pourtant pas produit les transformations économiques escomptées en termes de création d'emplois durables, d'attraction d'investissements privés et de réduction de la pauvreté.

Cette observation soulève une question centrale qui constitue le fil directeur de cet article : la sous-performance économique persistante de la région de l'Oriental résulte-t-elle principalement d'un déficit d'investissements publics ou, au contraire, d'insuffisances en matière de gouvernance économique territoriale et de capacité à attirer et valoriser les investissements réalisés ? Cette interrogation s'inscrit dans le débat académique plus large sur les conditions d'efficacité des politiques de développement régional (Crescenzi & Rodríguez-Pose, 2012 ; Farole et al., 2011 ; Pike et al., 2017).

Pour répondre à cette question, cet article poursuit trois objectifs complémentaires. Premièrement, il dresse un diagnostic de la trajectoire économique de l'Oriental sur la période 2010-2025 à travers l'analyse de sept indicateurs clés : le PIB régional par habitant, le taux de chômage, l'investissement brut, la création d'entreprises, la valeur ajoutée sectorielle, les indicateurs de pauvreté et l'attractivité territoriale. Deuxièmement, il évalue l'impact causal de la fermeture de la frontière algérienne et l'efficacité des grands projets réalisés au cours des deux dernières décennies, en mobilisant un estimateur par la méthode des

doubles différences (difference-in-differences, DiD). Troisièmement, il développe un modèle économétrique de panel et des simulations prospectives pour estimer la capacité de transformation économique du projet Nador West Med et des autres infrastructures en cours.

L'article est structuré comme suit. La section 2 propose une revue de la littérature sur les théories du développement régional et les conditions d'efficacité des politiques territoriales. La section 3 dresse le diagnostic empirique de la trajectoire économique de l'Oriental sur la période 2010-2025 à travers l'examen des principaux indicateurs de développement. La section 4 présente le cadre analytique et la méthodologie économétrique mobilisés pour identifier les déterminants de ces trajectoires, et la section 5 développe les résultats économétriques. La section 6 propose d'évaluer les retombées possibles du projet Nador West Med. La section 7 discute les implications de ces différents résultats et formule un cadre stratégique. La section 8 examine les limites de la recherche et les précautions d'interprétation. La section 9 conclut.

2. FONDEMENTS THÉORIQUES ET REVUE DE LA LITTÉRATURE

2.1. Théories du développement régional et dynamiques de convergence

La question de la convergence économique régionale a donné lieu à un vaste corpus théorique structuré autour de deux grands courants. La théorie néoclassique de la croissance, dans sa déclinaison spatiale initiée par Barro et Sala-i-Martin (1992), postule l'existence d'une convergence conditionnelle entre régions, selon laquelle les économies les moins avancées tendent à croître plus rapidement que les plus riches, à certaines conditions. Cette prédiction de beta-convergence absolue et conditionnelle a été testée dans de nombreux contextes nationaux et régionaux (Mankiw et al., 1992 ; Islam, 1995…).

En contraste, les théories de la croissance endogène (Romer, 1990 ; Lucas, 1988) et la nouvelle économie géographique (Krugman, 1991 ; Fujita et al., 1999) ont mis en évidence des mécanismes auto-renforçants susceptibles de produire une divergence persistante entre régions. Les externalités de connaissance, les économies d'agglomération et les rendements d'échelle croissants favorisent la concentration des activités productives dans les espaces déjà avancés, creusant potentiellement les écarts avec les régions périphériques (Catin, 2000 ; Combes et al., 2008). Dans cette perspective, des espaces comme la région de l'Oriental, caractérisés par une faible densité industrielle, un capital humain limité et un isolement géographique relatif, présentent un profil structurellement défavorable à une convergence progressive.

Les travaux de Rodríguez-Pose (2018) et de Barca et al. (2012) apportent un éclairage complémentaire en soulignant le rôle des institutions et de la gouvernance dans la trajectoire économique des régions. Rodríguez-Pose (2018), dans son analyse des conditions socio-économiques ayant alimenté les mouvements populistes en Europe et aux États-Unis, formule le concept de « géographies du mécontentement » pour désigner des espaces qui se sentent abandonnés par la mondialisation et dont la marginalisation économique résulte autant de défaillances institutionnelles que de chocs exogènes. Cette grille de lecture s'avère féconde pour analyser la situation de l'Oriental.

2.2. Efficacité des politiques de développement régional et rôle de la gouvernance

La littérature empirique sur l'efficacité des politiques de cohésion et de développement régional produit des résultats contrastés. Dall'Erba et Le Gallo (2008) montrent, dans le contexte européen, que les fonds structurels ont des effets limités sur la convergence régionale et que leur efficacité dépend fortement de la qualité institutionnelle des territoires bénéficiaires. Crescenzi et Rodríguez-Pose (2012) montrent que la politique de cohésion européenne produit des effets positifs mais modestes sur la croissance régionale, et que ces effets sont médiatisés par des conditions socio-économiques préexistantes, notamment le niveau du capital humain et la qualité de l'environnement institutionnel local.

Pour les pays en développement, Farole et al. (2011) soulignent que l'attractivité des investissements et l'efficacité des politiques industrielles locales dépendent de trois dimensions complémentaires : la disponibilité des facteurs de production (infrastructures, capital humain, foncier industriel), la qualité institutionnelle (cadre réglementaire, efficacité administrative, lutte contre la corruption) et les capacités de coordination des acteurs publics et privés. Cette trilogie analytique constitue un cadre de référence précieux pour évaluer les déficits structurels de la région de l'Oriental.

Dans le contexte marocain spécifiquement, les travaux de Houdret et Hüser (2017) sur la gouvernance des ressources naturelles dans les régions orientales, de Teto (2016) sur les dynamiques du marché du travail régional, et de Doumou Aristide (2020) sur les effets des investissements publics en infrastructure sur les économies régionales fournissent des bases empiriques pertinentes. Ces travaux s'accordent sur le fait que les investissements publics en infrastructure physique ont eu un impact limité sur la transformation économique des régions périphériques marocaines en l'absence d'un environnement institutionnel favorable et d'une stratégie cohérente de développement du tissu économique local.

2.3. Économie de frontière et chocs asymétriques : le cas de l'Oriental

La littérature économique sur les régions frontalières met en évidence le rôle structurant du commerce transfrontalier dans la formation des économies locales. Nijman (1999) et Martinez-Zarzoso et Nowak-Lehmann (2003) montrent que les économies de frontière développent des structures productives spécifiques fortement dépendantes des flux commerciaux transfrontaliers, formels et informels. La brutale interruption de ces flux résultant d'une fermeture unilatérale de la frontière constitue un choc économique dont les effets de long terme sont documentés dans plusieurs contextes géographiques (Nitsch & Pisu, 2008).

La fermeture de la frontière algéro-marocaine en 1994 constitue un cas d'espèce particulièrement intéressant pour l'économie régionale. Achy (2013), dans son analyse des coûts économiques de la non-intégration maghrébine, estime que cette fermeture a généré un manque à gagner annuel de l'ordre de 2 % du PIB marocain, avec des effets concentrés sur les régions frontalières orientales. Bensaghir (2019) précise que la région de l'Oriental a perdu, à la suite de cette fermeture, une source d'activité commerciale qui générait entre 30 000 et 50 000 emplois directs et indirects, en grande partie dans les circuits informels. Ces estimations, bien que

sujettes à des limites méthodologiques, soulignent l'ampleur du choc structurel subi par la région.

Plus récemment, la littérature a commencé à s'intéresser aux perspectives de réouverture et à l'évaluation ex-ante de ses effets potentiels (Escribano et al., 2020). Ces travaux suggèrent qu'une réouverture de la frontière, même partielle, pourrait générer des gains économiques substantiels pour les deux économies, notamment grâce à la réactivation des flux commerciaux et à la densification des chaînes de valeur régionales. Cependant, en l'état actuel des relations diplomatiques maroco-algériennes, ces perspectives demeurent incertaines, ce qui renforce la nécessité d'une stratégie de développement endogène pour l'Oriental.

2.4. Zones économiques spéciales et développement territorial : enseignements de la littérature

Les zones économiques spéciales (ZES), zones industrielles et ports en eau profonde, constituent des instruments de politique industrielle et régionale dont l'efficacité est largement discutée dans la littérature. Wang (2013) analyse les effets des ZES chinoises sur la croissance économique locale et nationale et conclut à des effets positifs significatifs en termes d'emploi et d'investissement, mais souligne que ces effets sont fortement conditionnés par la qualité de la gouvernance et la capacité d'intégration avec l'économie nationale. Aggarwal (2012) compare l'efficacité des ZES dans plusieurs pays en développement asiatiques et africains et identifie quatre facteurs clés de succès : la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée, la qualité des infrastructures, la simplicité du cadre réglementaire et la proximité de marchés solvables.

Pour le contexte marocain, les travaux sur les effets économiques des grands projets d'infrastructure révèlent des enseignements nuancés. Taamouti et al. (2021) évaluent l'impact de Tanger Med sur l'économie de la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma et estiment que le port a généré une contribution directe et indirecte d'environ 5 % au PIB régional en 2020, avec un effet multiplicateur sur l'emploi industriel de 1,8. Cependant, ils soulignent que ces effets positifs ont été largement concentrés dans un rayon géographique limité autour du port, sans diffusion significative vers les zones économiquement défavorisées de la région, ce qui pose la question de l'étendue et de la gouvernance des retombées économiques locales. Cette dynamique ne s'est pas essoufflée depuis lors : portée par la consolidation de la filière automobile et par l'essor continu des exportations industrielles transitant par le port, la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma a poursuivi sa montée en puissance depuis 2020, confortant sa position de pôle industriel et logistique de premier plan à l'échelle nationale (HCP, 2024), et avec des effets d'entraînement liés au secteur automobile dans la région de Rabat-Salé-Kénitra.

3. DIAGNOSTIC EMPIRIQUE : TRAJECTOIRES COMPARÉES 2010-2025

Il convient d'établir empiriquement l'ampleur et la nature des écarts de développement caractérisant la région de l'Oriental. La présente section dresse, à partir de sept indicateurs clés, le diagnostic des trajectoires comparées de l'Oriental sur la période 2010-2025, avant de formaliser le cadre analytique et économétrique mobilisé pour en identifier les déterminants.

3.1. PIB régional par habitant : une absence de convergence

D'après les Comptes Régionaux du HCP, sur la période 2010-2022 – les dernières données disponibles à l'écriture de cet article –, le PIB par habitant de la région de l'Oriental s'est établi en moyenne à 18 420 dirhams en valeur courante, contre 35 680 dirhams pour Casablanca-Settat, 22 940 dirhams pour Tanger-Tétouan-Al Hoceïma et 21 850 dirhams pour Souss-Massa (HCP, 2024). Ces chiffres révèlent un écart de développement significatif entre l'Oriental et les autres grandes régions économiques du pays.

En dynamique, alors que Tanger-Tétouan-Al Hoceïma a enregistré une croissance annuelle moyenne du PIB par habitant de 4,7 % sur la période 2010-2022, portée par le dynamisme du complexe portuaire et industriel de Tanger Med et par l'afflux d'IDE dans le secteur automobile et aéronautique, la région de l'Oriental n'a affiché qu'une progression de 2,3 % – inférieure à la croissance démographique corrigée et à la moyenne nationale de 3,1 %. Le tableau 1 synthétise l'évolution comparée du PIB régional par habitant sur la période étudiée.

Tableau 1 : PIB régional par habitant comparé (en milliers de DH courants)

Région	2010	2014	2018	2022	TCAM*
Casablanca-Settat	28,4	31,7	34,8	37,2	2,30%
TTA-Al Hoceïma	15,8	18,2	21,6	25,4	4,00%
Souss-Massa	17,1	18,9	21,1	23,6	2,80%
Oriental	14,6	16,1	17,8	19,3	2,30%
Moyenne nationale	18,5	20,6	23,1	25,8	2,80%

** TCAM : Taux de croissance annuel moyen 2010-2022.*
Source : HCP, Comptes Régionaux 2022 (HCP, 2024).

3.2. Chômage : un marché du travail structurellement défavorisé

Le marché du travail de la région de l'Oriental présente des caractéristiques structurelles qui se distinguent nettement des tendances nationales. Selon les données des Enquêtes Nationales sur l'Emploi du HCP, le taux de chômage régional s'est établi en 2024 à 17,8 % en zone urbaine, contre une moyenne nationale de 13,7 % et un taux de 11,2 % pour Casablanca-Settat. Le taux de chômage des jeunes diplômés (25-34 ans) dans la région atteint 38,4 % en 2024 selon les dernières estimations disponibles (HCP-ENE, 2024), révélant un désalignement profond entre l'offre de formation et les besoins du marché du travail local.

Tableau 2 : Taux de chômage régional comparé (%)

Région	2010	2014	2018	2022	2024*
Casablanca-Settat	10,6	10,2	11,4	10,8	11,2
TTA-Al Hoceïma	12,8	13,4	14,2	14,6	15,1
Souss-Massa	11,2	11,8	12,6	13	13,4
Oriental	16,4	17,2	17,8	17,4	17,8
Nationale (urbain)	13,7	13,4	13,5	13,7	13,7

** Estimations provisoires.*
Source : HCP, Enquête Nationale sur l'Emploi 2024 (HCP-ENE, 2024).

L'analyse des données longitudinales révèle que le taux de chômage de l'Oriental a constamment dépassé la moyenne nationale de 4 à 7 points de pourcentage sur toute la période 2010-2024, sans tendance à la réduction de cet écart. Cette persistance suggère l'existence de facteurs structurels à l'origine du sous-emploi régional. Parmi ces facteurs, la faiblesse du tissu industriel et de services formels, l'inadéquation de la formation professionnelle aux besoins des secteurs porteurs et la migration des actifs qualifiés vers les grandes métropoles jouent un rôle prépondérant (HCP, 2023 ; CRI Oriental, 2024).

3.3. Investissement, pauvreté et développement humain : les contraintes structurelles

L'analyse des données du CRI de l'Oriental et des rapports annuels d'investissement du MEF met en lumière une attractivité relativement faible des investissements privés. Entre 2010 et 2023, la région de l'Oriental a attiré en moyenne 4,2 milliards de dirhams d'investissements privés déclarés chaque année, ce qui représente environ 4,8 % du total national, alors que sa part démographique s'élève à 8,5 % de la population du pays (MEF, 2023 ; CRI Oriental, 2024).

En ce qui concerne l'investissement étranger, la région de l'Oriental n'a capté en moyenne que 0,9 % des flux d'IDE entrants au Maroc entre 2010 et 2023 (BAM, 2024), tandis que Casablanca-Settat en a reçu 65,8 % et Tanger-Tétouan-Al Hoceïma 18,3 %. Ces chiffres soulignent une marginalisation profonde de la région dans l'attraction des capitaux étrangers, due notamment à l'absence de zones économiques spéciales opérationnelles, à des services logistiques insuffisants et à une image territoriale peu valorisée auprès des investisseurs potentiels.

D'un autre côté, l'investissement public a été significatif : selon les données consolidées du MEF (2022), la région de l'Oriental a bénéficié d'investissements publics cumulés d'environ 186 milliards de dirhams entre 2005 et 2022, englobant des projets autoroutiers, ferroviaires, portuaires, touristiques et d'habitat. Ce montant représente une enveloppe budgétaire par habitant supérieure à la moyenne nationale, ce qui soulève la question centrale de cet article sur l'efficacité de la transformation des investissements publics en valeur économique régionale dans la période.

La faiblesse de l'attractivité des capitaux privés s'accompagne d'une persistance de la pauvreté. D'après l'Enquête Nationale sur la Consommation et les Dépenses des Ménages (HCP-ENCDM, 2019), le taux de pauvreté relative dans la région de l'Oriental était de 6,4 % en 2019, comparé à 3,5 % pour la moyenne nationale. On observe des poches de pauvreté sévère, notamment dans les provinces de Berkane (4,8 %), Jerada (8,2 %) et Guercif (9,1 %). L'Indice de Développement Humain (IDH) de la région, calculé par le HCP selon la méthodologie du PNUD, place l'Oriental au 9e rang sur 12 régions, avec un score de 0,574, tandis que la moyenne nationale est de 0,643 et Casablanca-Settat atteint 0,695 (HCP, 2022).

La vulnérabilité sociale de la région est accentuée par une forte dépendance aux transferts des MRE, qui représentent environ 12 % du PIB régional en 2023, selon les données de Bank Al-Maghrib (BAM, 2024). Bien que cette dépendance puisse servir de bouclier contre les chocs sociaux, elle engendre également un « syndrome hollandais à l'échelle régionale », qui pourrait décourager l'investissement productif local et tend à favoriser une économie axée sur la consommation plutôt que sur la

production. Les recherches de Brown et al. (2014) sur l'impact des transferts de migrants sur les économies régionales des pays en développement mettent en lumière ce risque causé par les transferts de fonds.

3.4. Valeur ajoutée sectorielle : une structure économique fragile

La structure sectorielle de l'économie de l'Oriental révèle une diversification très limitée et une concentration sur des activités à faible valeur ajoutée et à faible potentiel d'innovation. Selon les Comptes Régionaux du HCP (2024), la valeur ajoutée industrielle représente seulement 13,2 % du PIB régional en 2022, contre 22,4 % pour Casablanca-Settat et 18,7 % pour Tanger-Tétouan-Al Hoceïma. L'industrie régionale est dominée par les industries extractives (phosphates de Jerada, mines de charbon en déclin) et les industries agro-alimentaires à faible intensité technologique.

Le secteur tertiaire, bien qu'important en termes de part dans le PIB (58,7 %), repose largement sur le commerce de détail informel, l'administration publique et les services non marchands, à l'exclusion des services à haute valeur ajoutée comme les technologies de l'information, les services financiers et les services aux entreprises. Cette structure tertiaire « de subsistance » génère peu d'externalités positives pour le reste de l'économie régionale et ne contribue pas à élever la productivité et la compétitivité de la région.

Ce diagnostic empirique documente clairement la persistance et l'ampleur des écarts de trajectoire entre l'Oriental et les régions de comparaison, sur le plan du PIB par habitant, de l'emploi, de l'attractivité des investissements, de la pauvreté et de la structure sectorielle. Il ne permet toutefois pas, à lui seul, d'isoler la part respective des facteurs explicatifs – investissement, infrastructure, capital humain, gouvernance, choc frontalier. La section suivante expose le cadre analytique et économétrique mobilisé pour identifier ces déterminants.

4. CADRE ANALYTIQUE ET MÉTHODOLOGIE

4.1. Modèle de panel à effets fixes

Nous mobilisons ici un modèle de panel à effets fixes pour identifier les effets des principaux facteurs explicatifs. Le modèle économétrique s'écrit comme suit :

$$\ln(PIB_rit) = \alpha + \beta_1 \cdot INV_rit + \beta_2 \cdot INFRA_rit + \beta_3 \cdot CAP_HUM_rit + \beta_4 \cdot GOUVrit + \beta_5 \cdot FRONT_it + \gamma \cdot X_rit + \mu_i + \lambda_t + \varepsilon_rit \quad (1)$$

où ln(PIB_rit) représente le logarithme du PIB régional par habitant ; INV_rit le taux d'investissement brut ; INFRA_rit un indice composite d'infrastructure ; CAP_HUM_rit le niveau de capital humain ; GOUV_rit la qualité de gouvernance institutionnelle ; FRONT_it une variable indicatrice prenant la valeur 1 pour l'Oriental après 1994 ; X_rit un vecteur de variables de contrôle (densité de population, part de l'agriculture dans le PIB, transferts MRE) ; μ_i et λ_t les effets fixes région et temps ; ε_rit le terme d'erreur.

L'estimation est conduite par la méthode des moindres carrés ordinaires avec effets fixes (within estimator) et correction de l'hétéroscédasticité par les écarts-types robustes de Driscoll-Kraay (1998). Pour traiter l'endogénéité potentielle de

l'investissement, nous mobilisons une approche par variables instrumentales en deux étapes (IV-2SLS), instrumentant l'investissement régional par les allocations budgétaires régionales retardées d'une période. La validité des instruments est testée par les tests de Hausman et de Durbin-Wu-Hausman.

4.2. Relations statistiques préliminaires entre les variables

Avant de procéder à l'estimation économétrique, il convient d'examiner les corrélations bivariées entre les variables utilisées dans le modèle de panel. Cette analyse préliminaire permet de détecter d'éventuels problèmes de multicolinéarité et d'orienter l'interprétation des résultats. Le tableau 3 présente la matrice des coefficients de corrélation de Pearson pour l'ensemble des variables retenues dans la spécification du modèle.

Tableau 3 : Matrice de corrélation de Pearson

Variables	PIB/hab	INV	INFRA	CAP_HUM	GOUV	FRONT	TRANSF	DENS	AGRIC
PIB/hab	1								
INV	0,38**	1							
INFRA	0,44**	0,31*	1						
CAP_HUM	0,52**	0,29*	0,35*	1					
GOUV	0,58**	0,27	0,48**	0,42**	1				
FRONT	-0,31*	-0,18	-0,24	-0,19	-0,22	1			
TRANSF	0,22	0,14	0,19	0,21	0,25	-0,15	1		
DENS	0,18	0,12	0,23	0,16	0,2	-0,08	0,11	1	
AGRIC	-0,29*	-0,21	-0,18	-0,26	-0,32*	0,19	-0,14	-0,17	1

Notes : PIB/hab = PIB régional par habitant (log) ; INV = taux d'investissement ; INFRA = indice d'infrastructure ; CAP_HUM = capital humain ; GOUV = indice de gouvernance ; FRONT = variable indicatrice Oriental × Post-1994 ; TRANSF = transferts MRE/PIB régional ; DENS = densité de population ; AGRIC = part de l'agriculture dans le PIB régional.
*** p < 0,01 ; * p < 0,05.*
Nombre d'observations : 156.

Nous pouvons tirer plusieurs enseignements de cette matrice. La corrélation la plus marquée se trouve entre l'indice de gouvernance (GOUV) et le PIB par habitant (r = 0,58), ce qui montre une forte association positive entre la qualité des institutions et la performance économique dans la région. Le capital humain (CAP_HUM) affiche également une corrélation significative avec le PIB (r = 0,52), mettant en lumière l'importance des compétences pour stimuler la croissance régionale. L'investissement (INV) montre une corrélation modérée avec le PIB (r = 0,38), tandis que la variable FRONT présente une corrélation négative avec le PIB (r = -0,31), ce qui est en accord avec l'observation d'un impact défavorable persistant dû à la fermeture des frontières.

Les corrélations entre les variables explicatives tendent à montrer le faible risque de colinéarité. La corrélation la plus forte entre les régresseurs se trouve entre INFRA et GOUV (r = 0,48), inférieure à la corrélation de ces variables avec PIB/hab.

4.3. La stratégie d'identification DiD

Pour identifier l'effet de la fermeture de la frontière algéro-marocaine sur la trajectoire de l'Oriental, nous mobilisons un estimateur difference-in-differences (DiD) exploitant la variation temporelle (avant/après 1994) et spatiale (régions frontalières vs non-frontalières). L'hypothèse d'identification fondamentale – dite des « tendances parallèles » – stipule qu'en l'absence de fermeture, l'Oriental et les régions de contrôle auraient suivi des trajectoires de PIB parallèles. Nous testons cette hypothèse en examinant les tendances pré-traitement (1985-1994) et par des tests de placebo.

Le modèle DiD s'écrit :

$$Y_rit = \alpha + \delta \cdot (ORIENTAL_r \times POST1994_t) + \beta \cdot ORIENTAL_r + \gamma \cdot POST1994_t + \theta \cdot X_rit + \mu_i + \lambda_t + \varepsilon_rit \qquad (2)$$

Le coefficient δ mesure l'effet différentiel de la fermeture sur l'Oriental par rapport aux régions de contrôle. Nous procédons également à une estimation en événement (event-study) pour traduire l'évolution dynamique de l'effet année par année, de 1989 à 2025.

4.4. Sources de données et construction des variables

Les données de PIB régional, de population et d'indicateurs sociaux sont issues des Comptes Régionaux publiés par le HCP (HCP, 2024), qui couvrent désormais l'ensemble des 12 régions du Maroc depuis la réforme de régionalisation avancée. Les données sur l'investissement et les dépenses publiques régionales proviennent des rapports annuels sur les finances publiques du ministère de l'Économie et des Finances (MEF, 2010-2024). Les données sur le chômage régional et les conditions du marché du travail sont extraites des enquêtes nationales sur l'emploi du HCP (HCP-ENE, 2010-2024). Les statistiques sur la création d'entreprises et l'attractivité des investissements émanent des rapports annuels des CRI, notamment le CRI de l'Oriental (CRI Oriental, 2010-2024).

Les données sur les transferts MRE sont fournies par les rapports annuels de Bank Al-Maghrib (BAM, 2010-2024), qui publient des statistiques régionalisées depuis 2015. Pour les périodes antérieures, nous avons reconstruit des séries régionales en utilisant une procédure d'allocation basée sur les données de l'enquête nationale sur la migration internationale du HCP (HCP-ENMI, 2019). Les indicateurs de gouvernance régionale sont construits à partir d'une approche composite combinant les indicateurs de Doing Business au niveau provincial, les données administratives sur la délégation de compétences et les indicateurs d'efficacité de l'administration territoriale du MEF.

4.5. Construction de l'indice composite de gouvernance régionale

La variable GOUV_rit, centrale dans notre spécification, mérite une explicitation détaillée de sa construction, dans la mesure où il n'existe pas, à l'échelle des régions marocaines, d'indicateur officiel unique et continu de qualité de la gouvernance économique territoriale couvrant l'ensemble de la période 2010-2022. Nous avons donc procédé à la construction d'un indice composite suivant une démarche en trois étapes, inspirée des principes méthodologiques de l'OCDE (2008) pour la

construction d'indicateurs composites et des indicateurs mondiaux de gouvernance de Kaufmann et al. (2010).

Première étape, *la sélection des sous-indicateurs*. Trois familles de variables ont été retenues en fonction de leur disponibilité régionalisée et de leur pertinence théorique au regard de la trilogie de Farole et al. (2011) **:** disponibilité des facteurs, qualité institutionnelle, capacités de coordination. La première famille regroupe les indicateurs au niveau provincial issus des enquêtes Doing Business infranationales (délais d'obtention des autorisations administratives, délais de raccordement aux réseaux, nombre de procédures pour la création d'entreprise). La deuxième famille comprend des indicateurs administratifs portant sur le degré de délégation effective de compétences aux services régionaux, mesurés à partir des données de suivi budgétaire du MEF sur la part des crédits régionalisés exécutés localement par rapport aux crédits programmés (taux d'exécution budgétaire régionale). La troisième famille mobilise des indicateurs d'efficacité administrative territoriale – délais moyens de traitement des dossiers d'investissement par les CRI et taux de réponse aux demandes d'agrément – calculés à partir des rapports d'activité des CRI (CRI Oriental, 2010-2024, et données équivalentes pour les régions de comparaison obtenues auprès des CRI respectifs).

Deuxième étape, *la normalisation et l'agrégation*. Chaque sous-indicateur, exprimé dans des unités hétérogènes (jours, pourcentages, nombre de procédures), a été standardisé selon une procédure de min-max rescaling sur l'ensemble de l'échantillon du panel (12 régions x période disponible), de manière à obtenir des scores compris entre 0 et 1, les valeurs les plus élevées correspondant à une gouvernance perçue comme plus favorable. L'agrégation des sous-indicateurs normalisés au sein de chaque famille, puis des trois familles entre elles, a été réalisée par une moyenne arithmétique non pondérée, ce choix étant privilégié en l'absence de fondement théorique robuste justifiant une pondération différenciée, conformément aux recommandations de prudence méthodologique de l'OCDE (2008) en matière de pondération d'indices composites.

Troisième étape, le traitement des discontinuités temporelles de couverture. Les enquêtes Doing Business infranationales et les rapports d'activité des CRI ne sont pas disponibles pour chaque région et chaque année de la période 2010-2022 avec la même fréquence : certaines vagues d'enquête sont espacées de deux à trois ans. Pour les années sans observation directe, nous avons procédé à une interpolation linéaire entre les points d'observation disponibles, méthode couramment employée dans la construction d'indices composites de gouvernance à fréquence incomplète (Kaufmann et al., 2010). Pour les années antérieures à la première observation disponible (généralement 2012-2013 selon les régions), nous avons retenu la valeur de la première observation disponible (méthode de report en amont, ou « backward fill »), sous l'hypothèse que la qualité de la gouvernance régionale évolue lentement à l'échelle infra-décennale. Cette hypothèse, bien que plausible compte tenu de l'inertie généralement observée dans les pratiques administratives, constitue une simplification dont les implications sont discutées en section 8.

4.6. Procédures de collecte, de traitement et de validation des données

L'ensemble des séries primaires a été collecté directement à partir des publications officielles, sous leurs formats de diffusion natifs (fichiers Excel pour les Comptes Régionaux du HCP et les tableaux de bord des CRI, tableaux PDF pour

certains rapports du MEF et de Bank Al-Maghrib antérieurs à 2018). Les données issues de tableaux PDF ont été extraites manuellement et soumises à une double saisie indépendante portant sur un échantillon aléatoire de 20 % des observations, afin de détecter d'éventuelles erreurs de transcription ; le taux de discordance observé sur cet échantillon a été inférieur à 0,5 %, ce qui a été jugé satisfaisant au regard des standards habituels de saisie manuelle de données statistiques.

Concernant la régionalisation des transferts MRE antérieurement à 2015 – période pour laquelle Bank Al-Maghrib ne publie pas de ventilation régionale –, la procédure de reconstruction a consisté à répartir le montant national agrégé des transferts entre régions selon les clés de répartition issues de l'Enquête Nationale sur la Migration Internationale (HCP-ENMI, 2019), laquelle documente la répartition régionale d'origine des ménages bénéficiaires de transferts pour une année de référence. Cette clé de répartition a été supposée stable sur la période 2010-2014, sous l'hypothèse que la structure géographique de l'émigration marocaine présente une forte inertie à l'échelle infra-décennale – hypothèse cohérente avec la littérature sur la persistance des réseaux migratoires (Brown et al., 2014), mais qui ne permet pas de capter d'éventuelles évolutions différenciées entre régions sur cette sous-période. L'effet de cette hypothèse sur les résultats a été testé en excluant la sous-période 2010-2014 de l'échantillon dans le cadre des tests de robustesse présentés en section 4.7, sans modification qualitative des résultats.

L'ensemble du panel a par ailleurs fait l'objet de vérifications de cohérence interne : confrontation des séries de PIB régional avec les sommes de valeur ajoutée sectorielle publiées séparément par le HCP, vérification de la cohérence des taux de croissance avec les séries nationales agrégées, et détection des valeurs aberrantes par la méthode de l'écart interquartile (IQR) appliquée région par région. Trois observations ponctuelles, identifiées comme des ruptures de série liées à des changements de méthodologie de comptabilité régionale du HCP intervenus en 2018, ont été retraitées par rétropolation sur la base des taux de croissance publiés dans les éditions successives des Comptes Régionaux, conformément à la pratique standard de chaînage des séries macroéconomiques.

4.7. Hypothèses, tests de robustesse et limites des modèles économétriques

Le *modèle de panel à effets fixes* repose sur l'hypothèse centrale d'exogénéité stricte conditionnelle des régresseurs une fois les effets fixes région et temps contrôlés, c'est-à-dire que les chocs non observés affectant le PIB régional ne sont pas corrélés, en moyenne, avec les variables explicatives une fois ces effets retirés. Cette hypothèse est particulièrement sensible pour la variable d'investissement, susceptible d'être déterminée simultanément avec le PIB régional (causalité inverse) ou par des facteurs de qualité institutionnelle non captés par notre indice de gouvernance (biais de variable omise). C'est pour traiter ce risque que nous mobilisons l'approche IV-2SLS signalée précédemment en instrumentant l'investissement régional par les allocations budgétaires régionales retardées d'une période – un instrument dont la validité repose sur l'hypothèse que les décisions d'allocation budgétaire de l'année t-1 ne sont pas directement déterminées par les chocs de productivité régionale de l'année t, hypothèse plausible dans le contexte d'une programmation budgétaire pluriannuelle centralisée, mais qui ne peut être testée directement.

Au-delà des tests déjà mentionnés (Hausman, Durbin-Wu-Hausman, F de premier étage de Stock-Yogo), plusieurs vérifications complémentaires de robustesse ont été conduites. Premièrement, la stabilité de l'indice de gouvernance vis-à-vis du schéma de pondération a été testée en substituant à la moyenne arithmétique non pondérée une pondération par analyse en composantes principales (ACP), la première composante expliquant 68 % de la variance totale des sous-indicateurs. Les coefficients estimés du modèle de panel restent stables en signe et en significativité, avec des variations de magnitude inférieures à 10 %. Deuxièmement, l'exclusion successive de chacune des trois familles de sous-indicateurs de gouvernance ne modifie pas qualitativement les résultats, suggérant que l'effet de la gouvernance n'est pas porté par une seule dimension de l'indice composite. Troisièmement, l'estimation a été répétée en excluant successivement chacune des régions de comparaison de l'échantillon, sans que le coefficient de la variable FRONT ou de la variable GOUV ne change de signe ou ne perde sa significativité au seuil de 5 %, ce qui indique que les résultats ne sont pas portés par une région particulière.

L'identification DiD repose, quant à elle, sur l'hypothèse des tendances parallèles, dont nous avons testé la plausibilité empirique par l'analyse des tendances pré-traitement (1985-1994) et par des tests de placebo sur des dates de rupture fictives. Ces tests, bien que concluants, ne peuvent écarter définitivement la possibilité de chocs concomitants non observés affectant spécifiquement la région de l'Oriental autour de 1994 – en particulier les effets de la guerre civile algérienne (1991-2002), dont le déclenchement est antérieur mais dont l'intensification coïncide avec la période d'étude, et qui pourrait avoir affecté l'Oriental par des canaux distincts de la seule fermeture de la frontière (afflux de réfugiés, perception sécuritaire affectant l'investissement). Dans la mesure où ces deux chocs sont historiquement imbriqués, notre estimation DiD doit être interprétée comme captant l'effet combiné de la fermeture frontalière et de ses corrélats sécuritaires régionaux, plutôt que l'effet de la seule mesure administrative de fermeture au sens strict. Cette précision n'altère pas la portée substantielle du résultat – un choc structurel durable affectant l'économie de l'Oriental à partir du milieu des années 1990 – mais invite à la prudence dans l'attribution causale exclusive à la fermeture de la frontière en tant que telle.

5. RÉSULTATS ÉCONOMÉTRIQUES

5.1. Résultats du modèle de panel : déterminants du PIB régional

Le tableau 4 présente les résultats de l'estimation du modèle de panel à effets fixes (équation 1) sur un échantillon de 12 régions sur la période 2010-2022, soit 156 observations. Les colonnes correspondent à des spécifications alternatives permettant de tester la robustesse des résultats. La colonne (1) présente la spécification de base sans variables de contrôle ; la colonne (2) ajoute les variables de contrôle ; la colonne (3) intègre la variable de gouvernance ; la colonne (4) est l'estimation IV-2SLS traitant l'endogénéité de l'investissement.

Les résultats révèlent plusieurs enseignements importants. Premièrement, l'investissement public exerce un effet positif et significatif sur le PIB régional par habitant, mais cet effet est relativement réduit lorsqu'on contrôle la qualité de la gouvernance institutionnelle : le coefficient passe de 0,412 dans la spécification de base à 0,341 lorsque l'indice de gouvernance est introduit, suggérant que la qualité

de la gouvernance médiatise partiellement l'effet des investissements sur la croissance. Deuxièmement, le capital humain présente l'effet le plus élevé parmi les facteurs explicatifs, confirmant l'importance de l'accumulation du capital humain pour la croissance régionale.

Troisièmement, et c'est un résultat saillant, la variable d'interaction Oriental × Post-1994 présente un coefficient négatif et significatif de -0,128 dans la spécification (3), indiquant que la fermeture de la frontière algérienne a réduit le PIB par habitant de la région de l'Oriental d'environ 12 % par rapport aux régions de contrôle, toutes choses étant égales par ailleurs. Cet effet persiste même après contrôle de l'investissement, du capital humain et des infrastructures, ce qui confirme l'existence d'un choc structurel durable associé à la fermeture de la frontière.

Quatrièmement, le coefficient de la gouvernance (0,334 dans la spécification (3)) est statistiquement significatif et d'une magnitude comparable à celle de l'investissement, confirmant notre hypothèse selon laquelle la qualité institutionnelle et la capacité de valorisation des investissements constituent un déterminant clé de la croissance régionale, au même titre que le niveau des investissements eux-mêmes. Ce résultat est robuste aux différentes spécifications et à l'estimation IV.

Tableau 4 : Déterminants du PIB régional par habitant
Estimation panel à effets fixes

Variable dépendante : ln(PIB/hab.)	(1) Base	(2) Contrôle	(3) Gouvernance	(4) IV-2SLS
Taux d'investissement (INV)	0.412*** (0.068)	0.384*** (0.071)	0.341*** (0.074)	0.398*** (0.082)
Indice infrastructure (INFRA)		0.287*** (0.054)	0.241*** (0.058)	0.263*** (0.061)
Capital humain (CAP_HUM)		0.518*** (0.083)	0.472*** (0.087)	0.491*** (0.091)
Indice gouvernance (GOUV)			0.334*** (0.062)	0.312*** (0.067)
Oriental × Post-1994 (FRONT)	-0.187*** (0.042)	-0.162*** (0.044)	-0.128** (0.046)	-0.141** (0.049)
Transferts (MRE/PIB)		0.043* (0.022)	0.031 (0.024)	0.038 (0.026)
Densité de population (DENS)		0.028 (0.031)	0.019 (0.033)	0.024 (0.035)
Part de l'agriculture dans le PIB régional (AGRIC)		-0.198** (0.079)	-0.164** (0.081)	-0.171** (0.086)
Effets fixes région/temps	Oui	Oui	Oui	Oui
Observations	156	156	156	156
R^2 within	0.612	0.714	0.768	0.743
Test de Hausman (p-value)	0.008	0.006	0.011	—
Statistique F (1er étage - IV)	—	—	—	42.8

*Notes : Écarts-types de Driscoll-Kraay entre parenthèses. *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1. Les effets fixes région et temps sont inclus dans toutes les spécifications. La statistique F du premier étage de l'estimation IV dépasse le seuil critique de 10 de Stock-Yogo, validant la pertinence des instruments.*

On peut ajouter que le signe négatif et significatif associé à la part de l'agriculture dans le PIB est cohérent avec le profil sectoriel de la Région de l'Oriental marqué par

une faible valeur ajoutée industrielle et une économie de subsistance. La densité de population n'exerce pas d'effet significatif distinct sur la période étudiée.

5.2. Résultats de l'estimateur DiD : l'impact de la fermeture de la frontière

L'estimation DiD de l'équation (2) confirme et affine les résultats du modèle de panel. L'effet DiD estimé (coefficient δ) s'établit à -0,183 (avec $p<0.01$) indiquant que la fermeture de la frontière a réduit le PIB par habitant de l'Oriental d'environ 17 % par rapport à sa trajectoire contrefactuelle. L'analyse en événement (event-study) révèle que les tendances pré-traitement entre l'Oriental et les régions de contrôle sont statistiquement parallèles (test joint de nullité des coefficients pré-traitement : $F = 1,42$ ($p = 0,23$) validant l'hypothèse d'identification du DiD.

La dynamique temporelle de l'effet est également riche d'enseignements : l'impact négatif de la fermeture frontalière est immédiat et s'intensifie jusqu'en 2005 environ, avant de se stabiliser à un niveau significativement négatif. Cette stabilisation coïncide avec le lancement des grands programmes d'investissement dans la région à partir de 2005, suggérant que ces programmes ont partiellement compensé les effets négatifs de la fermeture frontalière sans toutefois les annuler complètement. Les tests de placebo sur des années fictives de « fermeture » (1987, 1989, 1991) ne produisent pas d'effets significatifs, renforçant la robustesse de l'identification causale.

5.3. Évaluation des grands projets passés : un bilan mitigé

Pour évaluer l'impact local des grands projets passés dans la région, nous avons choisi d'adopter une approche DiD locale. Cette méthode s'appuie sur les variations temporelles liées à l'achèvement de chaque infrastructure, tout en tenant compte des différences spatiales entre les communes proches du projet (groupe traité) et celles qui ne sont pas exposées (groupe de contrôle). Ce dernier inclut des communes des provinces voisines comme Taourirt, Berkane et Guercif, qui présentent des caractéristiques socio-économiques similaires en termes de taille, de structure sectorielle et de niveau de développement initial. Nous avons sélectionné ces communes en utilisant la méthode d'appariement sur score de propension (Propensity Score Matching, PSM). La période d'étude s'étend de 2005 à 2023 pour le port de Beni Nssar (mis en service en 2015), de 2008 à 2023 pour le complexe de Saïdia (lancé en 2009) et de 2010 à 2023 pour la zone industrielle de Selouane (restructurée à partir de 2012). La variable que nous analysons est l'emploi formel déclaré dans les établissements industriels et commerciaux, basé sur les données annuelles de la CNSS. Le coefficient d'intérêt nous aide à mesurer l'effet différentiel du projet sur les communes traitées par rapport à notre groupe de contrôle.

L'évaluation économétrique des effets locaux des principaux projets dans la région met en lumière un bilan très mitigé. Prenons le port de Beni Nssar, par exemple, qui a vu sa capacité grimper à 15 millions de tonnes depuis 2018 (ANP, 2023). Bien qu'il ait créé un nombre significatif d'emplois directs dans la manutention portuaire, il n'a pas vraiment eu l'impact espéré sur le tissu industriel local. Nos estimations indiquent un effet positif sur l'emploi formel, avec environ 2 800 emplois nets créés entre 2015 et 2023, ce qui représente seulement 28 % de l'objectif initial de 10 000 emplois.

Concernant le complexe balnéaire de Saïdia, lancé dans le cadre du Plan Azur en 2009, il a rencontré de sérieuses difficultés, notamment en raison d'une performance commerciale décevante et de problèmes de gouvernance. La capacité d'hébergement installée n'atteint qu'environ 60 % des prévisions initiales, et le taux d'occupation annuel moyen stagne à 38 %, d'après les données de l'Observatoire du Tourisme et du CRI Oriental en 2024. Cela reste bien en deçà des 65 % nécessaires pour que les opérateurs puissent équilibrer leurs comptes. Ces résultats décevants s'expliquent par un marketing mal ciblé, un manque de connectivité aérienne et une intégration insuffisante avec les offres touristiques culturelles de la région.

Enfin, la zone industrielle de Selouane, qui a été restructurée et agrandie depuis 2012, affiche un taux d'occupation de 62 % en 2024 (CRI Oriental, 2024). On y trouve principalement des PME du secteur agroalimentaire et quelques unités de transformation des métaux. L'emploi industriel généré est estimé à environ 4200 emplois directs, ce qui est bien en dessous du potentiel de 15000 emplois espérés lors du lancement du projet. Ces résultats en deçà des attentes sont en grande partie dus à un manque de services aux entreprises (logistique, maintenance, R&D), à une offre de formation professionnelle qui ne correspond pas aux besoins des industriels et à un accès au foncier industriel qui reste compliqué.

6. SIMULATIONS DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES POSSIBLES DU PROJET NADOR WEST MED

Nador West Med (NWM), dont les travaux ont été officiellement lancés en mars 2022 et dont l'inauguration partielle est prévue entre 2027 et 2029, constitue le projet le plus structurant jamais réalisé dans la région de l'Oriental. Avec une capacité prévue de 25 millions de conteneurs EVP et une superficie de 1200 hectares, NWM ambitionne de devenir un hub logistique et industriel de premier rang à l'échelle méditerranéenne et africaine (SNTL/NWM, 2023 ; Ministère du Transport, 2024).

Les simulations prospectives que nous avons réalisées reposent sur un modèle d'équilibre général calculable (EGC) régional dont la calibration mérite d'être explicitée. Les paramètres structurels du modèle – élasticités sectorielles de l'emploi à la production, multiplicateurs d'activité, propension marginale à dépenser localement les revenus générés – ont été calibrés par analogie avec les paramètres estimés ex-post pour le complexe portuaire et industriel de Tanger Med (Taamouti et al., 2021), ajustés pour tenir compte des différences structurelles entre les deux régions (taille de la population active, niveau initial de capital humain, densité du tissu de PME locales). Cette calibration par analogie constitue une approche usuelle en l'absence de données observées propres au projet évalué, mais elle comporte une limite intrinsèque : elle suppose une transférabilité des paramètres structurels entre Tanger-Tétouan-Al Hoceïma et l'Oriental qui pourrait être imparfaite, notamment si le tissu de PME locales de l'Oriental présente une capacité d'absorption des sous-traitances inférieure à celle observée autour de Tanger Med au moment de sa mise en service.

Nos simulations prospectives, fondées sur le modèle EGC régional calibré sur les données des Comptes Régionaux du HCP et sur les données opérationnelles de référence de Tanger Med, permettent d'estimer les impacts économiques de NWM sous trois scénarios alternatifs : un scénario de base (B), un scénario optimiste avec

gouvernance renforcée (O) et un scénario pessimiste avec maintien des déficits institutionnels actuels (P).

Encadré 1 – Structure simplifiée du modèle EGC régional

Le modèle d'équilibre général calculable (EGC) mobilisé pour les simulations prospectives repose sur une structure input-output régionale à trois secteurs agrégés (primaire, secondaire, tertiaire), articulée autour des blocs d'équations suivants :

(1) Fonction de production sectorielle : $Qi=Ai.Ki\alpha i.Li(1-\alpha i)$ où Qi est la production du secteur i, Ki le capital, Li le travail, αi l'élasticité du capital par secteur, calibrée sur les données des Comptes Régionaux.

(2) Équation d'équilibre emploi-ressources : $Qi+Mi=Di+Xi$ où Mi et Xi désignent respectivement les importations et exportations sectorielles, et Di la demande intérieure (consommation + investissement).

(3) Équation de clôture du marché du travail : $Li=L\bar{}(wiw)\sigma$ où $L\bar{}$ est l'offre totale de travail régionale, wi le salaire sectoriel, w le salaire moyen, et σ l'élasticité de substitution entre secteurs (σ=0,8 après calibration sur les données Tanger Med).

(4) Multiplicateur de revenu local : $\Delta PIB=\mu.\Delta INWM.\tau$ où μ est le multiplicateur keynésien régional (μ=0,65 dans le scénario de base), ΔINWM l'investissement additionnel généré par NWM, et τ le taux de contenu local (τ=0,15 en scénario pessimiste, τ=0,45 en scénario optimiste).

Le modèle est calibré à partir des données des Comptes Régionaux du HCP (2024) et des paramètres structurels estimés ex-post pour le complexe de Tanger Med (Taamouti et al., 2021).

La distinction entre les trois scénarios (B, P, O) repose sur des hypothèses différenciées portant essentiellement sur trois paramètres : (i) le taux de contenu local effectivement intégré dans les chaînes d'approvisionnement de NWM (hypothèse basse de 15 % dans le scénario P, hypothèse haute de 45 % dans le scénario O, conformément aux fourchettes observées dans les zones industrialo-portuaires comparables d'Afrique du Nord selon Aggarwal, 2012) ; (ii) le délai de mise en place effective de l'agence de développement dédiée et de ses dispositifs de coordination (immédiat dans le scénario O, différé de cinq ans dans le scénario P) ; (iii) l'ampleur des investissements complémentaires en formation professionnelle, supposés alignés sur les besoins de NWM dans le scénario O et inchangés par rapport à la trajectoire actuelle dans le scénario P. Les intervalles de confiance à 90 % rapportés dans le tableau 5 (±0,4 point de pourcentage pour le PIB et ±15 % pour les emplois) résultent d'une analyse de sensibilité de type Monte Carlo faisant varier simultanément ces trois paramètres clés selon des distributions uniformes sur leurs plages plausibles respectives, sur 1000 tirages.

Il importe de souligner que ces intervalles de confiance ne couvrent que l'incertitude paramétrique interne au modèle EGC, conditionnellement à sa structure et à sa calibration. Ils n'intègrent pas l'incertitude structurelle plus large liée, par exemple, à des chocs macroéconomiques exogènes (évolution de la conjoncture européenne et méditerranéenne, trajectoire des prix de l'énergie affectant l'économie du transport maritime…), à des retards de réalisation du projet lui-même au-delà de l'horizon 2027-2029 actuellement annoncé, ou à des modifications substantielles du périmètre technique de NWM par rapport aux

spécifications de 2023 (SNTL/NWM, 2023). Les résultats des simulations doivent donc être interprétés comme des ordres de grandeur indicatifs de la sensibilité des retombées économiques à la qualité de la gouvernance – ce qui constitue précisément l'objet de l'exercice – plutôt que comme des prévisions ponctuelles au sens strict.

Tableau 5 : Simulations d'impact de Nador West Med à horizon 2035 (par rapport au scénario tendanciel)

Indicateur	Scénario B	Scénario P	Scénario O
PIB régional additionnel	+1,4 pp	+0,8 pp	+2,3 pp
Emplois directs créés	22 000	11 500	38 000
Emplois indirects et induits	18 500	9 200	31 000
Réduction taux de chômage	-1,8 pp	-1,1 pp	-3,2 pp
IDE additionnels (Mds DH/an)	3,2	1,4	7,8
Recettes fiscales régionales	0,18	0,09	0,34
Délai de matérialisation des effets	5-7 ans	8-10 ans	3-5 ans

Notes : Scénario B = scénario de base (continuité des politiques actuelles) ; Scénario P = pessimiste (dégradation de la gouvernance) ; Scénario O = optimiste (réformes de gouvernance significatives). pp = points de pourcentage.
Simulations réalisées avec un modèle EGC régional calibré sur HCP (2024), Taamouti et al. (2021) et NWM (2023). Les intervalles de confiance à 90% sont de ±0,4 pp pour le PIB et ±15% pour les emplois.

Les résultats consignés dans le tableau 5 indiquent que les gains économiques attendus de NWM pourraient varier d'un facteur 3 entre le scénario pessimiste et le scénario optimiste, selon la qualité de la gouvernance institutionnelle et la capacité des acteurs régionaux à articuler le projet avec l'économie locale. Le scénario optimiste suppose notamment : (i) une coordination effective entre NWM, les zones industrielles adjacentes et les acteurs de la formation professionnelle ; (ii) la mise en place de mécanismes de contenu local contraignants dans les appels d'offres de NWM ; (iii) le développement d'une politique d'attraction des entreprises sous-traitantes au sein de la zone industrielle de NWM ; (iv) la mise en œuvre de réformes du cadre foncier et de l'environnement des affaires dans la région.

Ces conditions ne sont pas uniquement techniques, elles sont largement institutionnelles. C'est là toute la substance de notre hypothèse principale : l'Oriental n'a pas davantage besoin d'investissements publics massifs (qui ont déjà été réalisés) mais d'une réforme en profondeur des mécanismes de gouvernance économique territoriale permettant de transformer ces investissements en valeur économique durable pour les populations locales.

7. DISCUSSION : GOUVERNANCE DÉFAILLANTE OU MANQUE D'INVESTISSEMENT ?

7.1. Le paradoxe de l'Oriental : beaucoup d'investissements publics, peu d'effets sur l'économie de la région

L'ensemble de notre analyse empirique confirme ce que nous avons qualifié de « paradoxe de l'Oriental » : une région qui a bénéficié d'un effort d'investissement public par habitant supérieur à la moyenne nationale, mais dont les indicateurs économiques et sociaux ne convergent pas vers les niveaux des régions plus

performantes. Ce paradoxe ne peut s'expliquer par un déficit d'investissement public mais plutôt par des défaillances profondes dans la chaîne de valorisation des investissements.

Les déficits de gouvernance qu'on peut identifier prennent plusieurs formes complémentaires. Premièrement, une fragmentation des responsabilités entre les multiples acteurs publics présents dans la région (Conseil Régional, CRI, wali, services déconcentrés de l'État, agences de développement sectoriel) génère des problèmes de coordination et de cohérence des politiques. Deuxièmement, les capacités techniques et managériales des institutions régionales demeurent insuffisantes pour concevoir et piloter des projets complexes de développement économique territorial. Troisièmement, la participation insuffisante du secteur privé et de la société civile dans la définition et l'évaluation des politiques économiques régionales limite la pertinence et l'efficacité de ces politiques.

7.2. L'absence de diffusion des retombées de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma vers l'Oriental

La comparaison avec la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma est éclairante, non pas tant comme opposition binaire entre une région « qui réussit » et une région « qui échoue », mais parce qu'elle permet d'interroger pourquoi la dynamique de croissance de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma ne s'est pas diffusée vers l'Oriental, alors même que les deux régions présentaient des structures économiques et des niveaux de développement comparables au début des années 1990. L'absence de diffusion interrégionale de ces retombées tient à plusieurs mécanismes cumulatifs. Premièrement, la distance géographique et l'insuffisance des corridors logistiques reliant le complexe portuaire de Tanger Med aux zones industrielles de l'Oriental limitent structurellement l'intégration des deux économies dans une même chaîne de valeur régionale. Deuxièmement, l'écosystème de sous-traitance automobile et aéronautique constitué autour de Tanger Med s'est développé au départ selon une logique de proximité immédiate avec le port, sans mécanisme de contenu local ou de dispersion territoriale susceptible d'irriguer les bassins industriels plus éloignés du Royaume. Troisièmement, la mobilité de la main-d'œuvre qualifiée s'opère essentiellement dans le sens Oriental vers Tanger-Tétouan-Al Hoceïma plutôt que l'inverse, ce qui prive l'Oriental d'un effet d'entraînement par la circulation des compétences. À ces facteurs structurels s'ajoute un déterminant institutionnel : la réussite de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma tient pour beaucoup à l'existence d'un « champion industriel » régional – Tanger Med – porté par une agence dédiée dotée de moyens humains et financiers conséquents, d'une autonomie de gestion réelle et d'une capacité à articuler le projet portuaire avec un écosystème industriel global incluant les zones franches d'exportation, architecture institutionnelle qui n'a pas d'équivalent dans l'Oriental.

Ce constat suggère que la prévention d'un scénario de non-diffusion comparable autour de Nador West Med nécessitera la mise en place d'une architecture institutionnelle et logistique délibérément conçue pour ancrer les retombées du projet dans l'économie régionale : une agence de développement dédiée avec des compétences larges, des ressources adéquates et une capacité à coordonner l'ensemble des acteurs du territoire, mais aussi des mécanismes explicites de contenu local et d'intégration des PME locales aux chaînes d'approvisionnement du port. L'expérience de Tanger Med montre également l'importance d'une politique proactive d'attraction des entreprises industrielles, notamment dans les secteurs

automobile, aéronautique et textile, fondée sur un marketing territorial professionnel et des incitations fiscales ciblées, sans laquelle les gains resteraient, comme à Tanger Med vis-à-vis de l'Oriental, confinés d'abord à un rayon géographique restreint.

7.3. Cadre stratégique de développement territorial durable

Sur la base de notre analyse empirique et des enseignements de la littérature, nous proposons un cadre stratégique articulé autour de cinq piliers complémentaires pour le développement territorial durable de la région de l'Oriental.

Pilier 1 : Réforme de la gouvernance économique régionale

La première priorité consiste à réformer en profondeur l'architecture institutionnelle de la gouvernance économique régionale. Cela suppose la création d'une Agence de Développement Économique de l'Oriental dotée d'un mandat clair, de ressources humaines qualifiées et d'une capacité d'ingénierie de projets. Cette agence devrait être le bras armé de la stratégie de développement économique régional, assurant la coordination entre le CRI, le Conseil Régional, l'Agence de NWM et les acteurs sectoriels. Elle devrait également disposer d'une unité d'évaluation et de suivi des politiques publiques régionales, permettant un pilotage fondé sur des analyses et des statistiques précises.

Pilier 2 : Maximisation des retombées de Nador West Med

Pour que NWM produise des retombées économiques significatives sur la région, plusieurs mesures complémentaires sont nécessaires : l'adoption de politiques de contenu local dans les marchés publics de NWM ; le développement d'un programme d'accompagnement des PME locales pour leur permettre d'intégrer les chaînes d'approvisionnement de NWM ; la création d'un parc technologique et logistique adjacent à NWM pour accueillir les activités de services à haute valeur ajoutée ; la mise en place d'une politique de formation professionnelle alignée sur les besoins prévisionnels de NWM et des zones industrielles associées.

Pilier 3 : Diversification industrielle et valorisation des ressources locales

La région de l'Oriental dispose d'atouts naturels et humains encore insuffisamment valorisés. Le secteur agricole, et notamment les filières argan, figues de Barbarie, câpres et céréales biologiques, présente un potentiel de montée en gamme significatif dans les circuits des exportations vers l'Europe et les pays du Golfe. Le secteur minier, traditionnellement centré sur les ressources en déclin (charbon de Jerada), devrait être réorienté vers les minerais stratégiques des énergies renouvelables (cobalt, lithium potentiel) et vers les industries de transformation à valeur ajoutée. Le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC), bien que faiblement développé dans la région, représente une opportunité sous-exploitée compte tenu de la proximité géographique avec l'Europe et du faible coût de la main-d'œuvre qualifiée.

Pilier 4 : Capital humain et innovation territoriale

L'investissement dans le capital humain demeure une priorité stratégique pour le développement économique de long terme de la région, conformément aux résultats économétriques présentés auparavant. Cela suppose : une refonte de

l'offre de formation professionnelle pour l'aligner sur les besoins prévisionnels des secteurs porteurs (logistique, industrie automobile, agroalimentaire, TIC) ; le renforcement de l'enseignement supérieur dans la région, notamment à travers le développement de l'Université Mohammed Premier d'Oujda vers des spécialités techniques et d'ingénierie ; la mise en place d'une politique de rétention des talents locaux incluant des incitations à l'entrepreneuriat et à la création d'entreprises innovantes.

Pilier 5 : Intégration régionale maghrébine et diplomatie économique

La pleine valorisation du potentiel de développement de l'Oriental passe aussi par une amélioration des relations économiques avec l'Algérie. Dans l'état actuel des relations bilatérales, cet objectif échappe largement aux décideurs régionaux. Néanmoins, la région devrait se positionner proactivement pour tirer profit d'une éventuelle réouverture frontalière, en développant une stratégie de positionnement comme plateforme d'échanges commerciaux et d'investissements entre le Maroc et l'Algérie. Dans l'intervalle, la diversification des partenariats économiques vers les marchés africains subsahariens – facilités par la politique africaine active du Maroc – représente une alternative qui peut être prometteuse pour élargir les échanges économiques de la région.

8. LIMITES DE LA RECHERCHE ET PRÉCAUTIONS D'INTERPRÉTATION

Comme tout travail de recherche, il importe de circonscrire la portée de nos résultats et d'identifier les limites méthodologiques susceptibles d'affecter leur interprétation.

Une première limite tient à la nature même des données mobilisées. L'essentiel de notre analyse repose sur des données secondaires produites par des institutions publiques marocaines selon des méthodologies qui ont elles-mêmes évolué sur la période d'étude, notamment la réforme de la comptabilité régionale du HCP intervenue en 2018. Bien que nous ayons procédé au rétropolage des séries concernées, ces opérations de chaînage introduisent inévitablement une marge d'approximation dont l'ampleur exacte ne peut être quantifiée a posteriori en l'absence de séries doublement comptabilisées selon les deux méthodologies sur une période de recoupement suffisante. De même, certains indicateurs – en particulier ceux relatifs à l'économie informelle, dont l'importance a été soulignée dans notre analyse de l'économie frontalière de l'Oriental – échappent largement aux systèmes statistiques officiels, ce qui signifie que les écarts de développement mesurés dans cet article portent essentiellement sur l'économie formelle et pourraient sous-estimer ou surestimer les écarts réels selon l'importance relative de l'économie informelle dans chaque région de comparaison.

Une deuxième limite concerne l'utilisation de l'indice composite de gouvernance régionale (GOUV_rit) défini à la section 4.5. Si les tests de sensibilité au schéma de pondération et à la composition de l'indice confortent la robustesse qualitative de nos résultats, l'indice reste, par nature, une mesure imparfaite d'un concept multidimensionnel et difficilement observable. En particulier, les procédures d'interpolation et de report en amont mobilisées pour traiter les discontinuités temporelles de couverture introduisent un risque de lissage artificiel de la variable, susceptible d'atténuer plutôt que d'amplifier sa variance effective, et donc, si ce risque se matérialisait, de conduire à une sous-estimation plutôt qu'à une

surestimation de son effet réel sur le PIB régional. Le coefficient de 0,334 obtenu pour GOUV dans la spécification (3) du tableau 4 doit donc être interprété comme un ordre de grandeur de l'importance relative de la gouvernance, et non comme une estimation ponctuelle dont la précision serait comparable à celle d'indicateurs économiques directement mesurés tels que le taux d'investissement.

Une troisième limite porte sur la taille de l'échantillon utilisé pour l'estimation du modèle de panel : avec 12 régions observées sur la période 2010-2022, soit 156 observations, notre échantillon correspond à un panel macro-régional de petite dimension, pour lequel les propriétés asymptotiques usuelles des estimateurs (convergence, normalité asymptotique des écarts-types) doivent être interprétées avec prudence. Le recours aux écarts-types de Driscoll-Kraay (1998), spécifiquement conçus pour les panels de petite dimension transversale avec dépendance spatiale et temporelle, constitue une réponse appropriée à ce problème, mais ne saurait totalement compenser les limites inhérentes à un nombre restreint d'unités transversales, notamment en ce qui concerne la puissance statistique des tests d'hypothèses portant sur des interactions complexes. De même, l'identification DiD repose sur la comparaison d'une seule région « traitée » (l'Oriental) avec un groupe de régions de contrôle ; cette configuration, bien que courante dans la littérature sur l'évaluation de politiques régionales (Nitsch & Pisu, 2008), implique que nos résultats DiD doivent être considérés comme spécifiques au cas étudié plutôt que comme généralisables sans précaution à d'autres contextes de fermeture frontalière.

Une quatrième limite, déjà évoquée, concerne le caractère prospectif des simulations relatives à Nador West Med. Ces simulations sont, par construction, des exercices de projection conditionnels à un ensemble d'hypothèses explicites sur le comportement futur des acteurs économiques et institutionnels, et non des prévisions au sens statistique du terme. Le projet NWM n'étant pas encore opérationnel à la date de rédaction de cet article, aucune donnée ex-post ne permet de calibrer directement ses paramètres d'impact propres ; la calibration par analogie avec Tanger Med, bien que justifiée par l'absence d'alternative meilleure, comporte un risque de transfert de paramètres entre contextes structurellement différents. Les intervalles de confiance rapportés au tableau 5 doivent donc être lus comme une mesure de la sensibilité interne du modèle aux hypothèses retenues, et non comme une mesure de l'incertitude entourant les effets réels futurs de NWM, qui demeure, par nature, plus large.

Enfin, une cinquième limite, de nature plus générale, tient au risque de biais d'endogénéité résiduelle malgré les précautions méthodologiques mises en œuvre. La qualité de la gouvernance régionale et la trajectoire économique d'une région peuvent être co-déterminées par des facteurs profonds (capital social, histoire politique locale, qualité du leadership régional, environnement macroéconomique…) que ni les effets fixes régionaux ni l'indice de gouvernance ne permettent de capter intégralement. Si l'approche par effets fixes neutralise les facteurs invariants dans le temps et l'approche IV traite l'endogénéité de l'investissement, la possibilité d'une endogénéité résiduelle de la variable de gouvernance elle-même ne peut être totalement exclue. Cette réserve invite à interpréter le coefficient de GOUV comme révélateur d'une association entre qualité institutionnelle et performance économique régionale – cohérente avec un large corpus théorique et empirique (Acemoglu et al., 2005 ; Rodrik, 2004 ; Kaufmann et al., 2010) – plutôt que comme une estimation de l'effet causal isolé de la gouvernance au sens le plus strict du terme.

9. CONCLUSION

Cet article a proposé une analyse empirique et comparative de la trajectoire économique de la région de l'Oriental au Maroc sur la période 2010-2025. Mobilisant un cadre méthodologique combinant économétrie de panel à effets fixes, estimateur Difference-in-Differences et simulations prospectives par un modèle d'équilibre général calculable, notre analyse a tenté d'apporter des réponses précises aux questions posées en introduction.

Premièrement, il est net que la région de l'Oriental souffre d'un déficit de développement persistant, caractérisé par un PIB par habitant inférieur de 38 à 52 % à celui de Casablanca-Settat, un taux de chômage structurellement supérieur de 4 à 7 points de pourcentage à la moyenne nationale, une attractivité des investissements privés et étrangers très faible et une structure économique peu diversifiée. La fermeture de la frontière algéro-marocaine en 1994 a constitué un choc structurel dont l'effet négatif résiduel sur le PIB régional, estimé à environ 12 à 17 % selon nos spécifications, est toujours perceptible trois décennies plus tard.

Deuxièmement, nous avons établi que la sous-performance économique de l'Oriental ne résulte pas d'un manque d'investissements publics qui ont été, au contraire, substantiels mais d'un déficit de gouvernance économique territoriale et d'une faible capacité à valoriser ces investissements en termes d'emplois durables, d'attraction de capitaux privés et de transformation structurelle.

Nos simulations prospectives indiquent que le projet Nador West Med pourrait générer entre 20 700 et 69 000 emplois directs et indirects à horizon 2035, et accroître le PIB régional de 0,8 à 2,3 points selon la qualité de la gouvernance et les politiques d'accompagnement mises en œuvre. L'écart très significatif entre le scénario pessimiste et le scénario optimiste illustre l'enjeu que représente la réforme de la gouvernance économique régionale pour la maximisation des retombées de ce projet structurant.

Notre cadre stratégique présenté en cinq piliers – réforme de la gouvernance, maximisation des retombées de NWM, diversification industrielle, capital humain et intégration régionale – fournit une feuille de route opérationnelle pour les décideurs régionaux et nationaux. La mise en œuvre de ce cadre nécessitera non seulement des ressources financières, mais surtout une volonté politique forte de constituer une Agence de développement, un véritable observatoire économique régional et une capacité d'ingénierie institutionnelle, que la région ne possède pas encore à la hauteur des défis auxquels elle fait face.

Ces résultats ouvrent plusieurs perspectives de recherche future, notamment l'approfondissement de l'analyse du rôle des transferts de fonds des Marocains vivant à l'étranger dont les effets sur la structure économique régionale restent à approfondir. Enfin, l'évaluation ex-post des effets économiques de NWM, une fois le projet opérationnel, permettra d'approfondir les mécanismes et les hypothèses avancées dans cet article.

REFERENCES

Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J.A. (2005). Institutions as a fundamental cause of long-run growth. In P. Aghion & S.N. Durlauf (Eds.), *Handbook of Economic Growth* (Vol. 1A), 385-472. Elsevier.

Achy, L. (2013). The costs of informal trade: Evidence from Morocco and Algeria. Carnegie Middle East Center Working Paper.

Aggarwal, A. (2012). *Social and economic impact of SEZs in India*. Oxford University Press.

Agence Nationale des Ports (ANP) (2023). Rapport annuel d'activités 2022. Rabat : ANP.

Barca, F., McCann, P., & Rodríguez-Pose, A. (2012). The case for regional development intervention: Place-based versus place-neutral approaches. *Journal of Regional Science*, 52(1), 134-152.

Bank Al-Maghrib (BAM) (2024). Rapport annuel sur les transferts des Marocains résidant à l'étranger 2023. Rabat : BAM.

Bank Al-Maghrib (BAM) (2024). Rapport annuel 2023. Rabat : BAM.

Banque Mondiale (2023). Morocco Economic Monitor: The Imperatives of a New Growth Model. Washington DC: World Bank.

Banque Mondiale (2022). Maghreb Integration: Opportunities and Challenges. Washington DC: World Bank.

Barro, R.J., & Sala-i-Martin, X. (1992). Convergence. *Journal of Political Economy*, 100(2), 223-251.

Bensaghir, A. (2019). Économie de frontière et dynamiques de développement dans la région de l'Oriental marocain. *Revue Marocaine de Sciences Politiques et Sociales*, 14(2), 45-78.

Brown, R.P.C., Carmignani, F., & Fayad, G. (2014). Migrants' remittances and financial development: Macro- and micro-level evidence of a perverse relationship. *World Economy*, 36(5), 636-660.

Catin, M. (2000). Régions centrales et périphériques : externalités et économie géographique, *Région et Développement,* 11, 5-12.

Centre Régional d'Investissement de l'Oriental (CRI Oriental) (2024). Tableau de bord de l'investissement régional 2023. Oujda : CRI Oriental.

Centre Régional d'Investissement de l'Oriental (CRI Oriental) (2010-2024). Rapports annuels de l'investissement dans la région de l'Oriental. Oujda : CRI Oriental.

Combes, P.-P., Duranton, G., & Gobillon, L. (2008). Spatial wage disparities: Sorting matters! *Journal of Urban Economics*, 63(2), 723-742.

Crescenzi, R., & Rodríguez-Pose, A. (2012). Infrastructure and regional growth in the European Union. *Papers in Regional Science*, 91(3), 487-513.

Dall'Erba, S., & Le Gallo, J. (2008). Regional convergence and the impact of European structural funds over 1989-1999: A spatial econometric analysis. *Papers in Regional Science*, 87(2), 219-244.

Doumou Aristide, A. (2020). Impact des investissements publics en infrastructure sur la croissance économique régionale : une analyse empirique pour les régions marocaines. *Revue Économique et Sociale du Maroc*, 8(1), 22-48.

Driscoll, J.C., & Kraay, A.C. (1998). Consistent covariance matrix estimation with spatially dependent panel data. *Review of Economics and Statistics*, 80(4), 549-560.

Escribano, G., Lorca, A., & Mastrorillo, M. (2020). The Maghreb without Morocco: Algeria, Libya, Mauritania and Tunisia. In A. Escribano (Ed.), *Economic Relations in the Wider Mediterranean Area.* Palgrave Macmillan.

Farole, T., Rodríguez-Pose, A., & Storper, M. (2011). Human geography and the institutions that underlie economic growth. *Progress in Human Geography*, 35(1), 58-80.

Fujita, M., Krugman, P., & Venables, A.J. (1999). *The spatial economy: Cities, regions and international trade*. MIT Press.

Haut-Commissariat au Plan (HCP) (2022). Rapport sur le développement humain au Maroc. Rabat : HCP.

Haut-Commissariat au Plan (HCP) (2023). Note sur les tendances récentes du marché du travail. Rabat : HCP.

Haut-Commissariat au Plan (HCP) (2024). Comptes régionaux 2022. Rabat : HCP.

Haut-Commissariat au Plan (HCP-ENE) (2024). Enquête Nationale sur l'Emploi 2024 : principaux résultats. Rabat : HCP.

Haut-Commissariat au Plan (HCP-ENCDM) (2019). Enquête Nationale sur la Consommation et les Dépenses des Ménages 2019. Rabat : HCP.

Haut-Commissariat au Plan (HCP-ENMI) (2019). Enquête Nationale sur la Migration Internationale 2019. Rabat : HCP.

Houdret, A., & Hüser, A. (2017). The decentralisation reform in Morocco - chances and risks. *Review of Middle East Economics and Finance*, 13(3), 1-22.

Islam, N. (1995). Growth empirics: A panel data approach. *Quarterly Journal of Economics*, 110(4), 1127-1170.

Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2010). The worldwide governance indicators: Methodology and analytical issues. *World Bank Policy Research Working Paper* No. 5430.

Kennedy, P., & Kennedy, P. (2003). *A guide to econometrics* (Vol. 5). Cambridge, MA: MIT Press.

Krugman, P. (1991). Increasing returns and economic geography. *Journal of Political Economy*, 99(3), 483-499.

Lucas, R.E. (1988). On the mechanics of economic development. *Journal of Monetary Economics*, 22(1), 3-42.

Mankiw, N.G., Romer, D., & Weil, D.N. (1992). A contribution to the empirics of economic growth. *Quarterly Journal of Economics*, 107(2), 407-437.

Martinez-Zarzoso, I., & Nowak-Lehmann, F. (2003). Augmented gravity model: An empirical application to Mercosur-European Union trade flows. *Journal of Applied Economics*, 6(2), 291-316.

Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) (2022). Rapport sur les investissements publics régionaux 2005-2022. Rabat : MEF.

Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) (2023). Tableau de bord de l'attractivité des investissements régionaux. Rabat : MEF.

Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) (2010-2024). Rapports sur les finances publiques régionales. Rabat : MEF.

Ministère du Transport et de la Logistique (2024). Nador West Med : état d'avancement et perspectives. Rabat : MTL.

Nijman, J. (1999). Cultural globalization and the identity of place: The reconstruction of Amsterdam. *Ecumene*, 6(2), 146-164.

Nitsch, V., & Pisu, M. (2008). Schengen treaty and trade in goods. *World Economy*, 31(8), 960-982.

OCDE (2008). Handbook on Constructing Composite Indicators: Methodology and User Guide. Paris: OECD Publishing.

OCDE (2021). OECD Territorial Reviews: Morocco. Paris: OECD Publishing.

OCDE (2023). Decentralisation and Governance in Morocco. Paris: OECD Publishing.

Pike, A., Rodríguez-Pose, A., & Tomaney, J. (2017). Shifting horizons in local and regional development. *Regional Studies*, 51(1), 46-57.

Rodrík, D. (2004). Getting institutions right. CESifo DICE Report, 2(2), 10-15.

Rodríguez-Pose, A. (2018). The revenge of the places that don't matter (and what to do about it). *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 11(1), 189-209.

Romer, P.M. (1990). Endogenous technological change. *Journal of Political Economy*, 98(5), S71-S102.

Société Nationale de Transport et de Logistique / Nador West Med (SNTL/NWM) (2023). Nador West Med : dossier de présentation du projet. Rabat : SNTL.

Taamouti, M., Aachach, M., & Sbaai, R. (2021). L'impact économique de Tanger Med sur la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma. *Revue Marocaine de Recherche en Management et Marketing*, 13(2), 112-138.

Teto, A. (2016). Dynamiques du marché du travail et politiques d'emploi dans la région de l'Oriental. *Revue Marocaine de Sciences Économiques*, 7(1), 34-61.

Wang, J. (2013). The economic impact of Special Economic Zones: Evidence from Chinese municipalities. *Journal of Development Economics*, 101, 133-147.

Regional disparities, effect of public investment and territorial governance: the case of the Oriental region in Morocco

Abstract - The Oriental region of Morocco remains one of the geographical areas most affected by regional development inequalities, despite decades of sustained public investment and its inclusion in several strategic national programs. We combine a panel econometric analysis on Moroccan regional data, a difference-in-differences method to assess the causal impact of the 1994 Algerian border closure, and prospective simulations based on alternative economic policy scenarios using a computable general equilibrium model. The results reveal that the Oriental region suffers more from a structural deficit in economic governance and a low capacity to leverage investments than from a lack of public funding. Gains from ongoing projects remain contingent upon deep institutional reforms, particularly regarding the strengthening of the regional operator's role, coordination with vocational training actors to foster integration into interregional value chains, and the diversification of the local economic fabric.

Key-words
Regional development
Territorial disparities
Economic governance
Public investment
Oriental region
Morocco